

Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens autour de

Madame Catherine Trautmann

Députée européenne

Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen

- mai 2013 -

Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour un déjeuner-débat autour de Madame Catherine Trautmann, députée européenne, Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen.

Les discussions se sont notamment articulées autour des enjeux principaux d'actualité pour le secteur des télécommunications, de l'énergie et des transports. La thématique liée à l'influence française au Parlement et les perspectives de 2014 a également fait l'objet d'échanges fructueux.

ECLAIRAGE INTRODUCTIF

Dans ses propos introductif, Madame Trautmann a insisté sur l'importance d'une action européenne déterminée et une vision un long terme pour les réseaux. Elle a notamment évoqué les enjeux actuels sur le plan européen liés à trois secteurs en particulier : les télécommunications, l'énergie et les transports.

➤ TELECOMMUNICATIONS

S'agissant du déploiement des nouveaux réseaux, l'Europe fait face à une situation bloquée depuis un certain temps: la Commission espérait vraisemblablement faire un *deal* avec les grands opérateurs.

Le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), doté à hauteur de 9 milliards dans la proposition initiale de la Commission, aurait pu également appâter ces mêmes opérateurs. Malheureusement l'enveloppe pour les télécoms s'est vue réduite (quasi-vidée) à 1 milliard seulement.

Par conséquent dans la nouvelle proposition de la DG Connect, qui ne pourra couvrir que les services, le volet infrastructure devrait être "sous-traité" par la BEI, qui a été récemment recapitalisée dans le cadre du Pacte de croissance.



Catherine Trautmann exerce son 4^e mandat en tant que députée européenne. Elle est depuis 2009 Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen.

Elle est membre de la commission ITRE (industrie, recherche et énergie) et de la délégation pour les relations avec les Etats-Unis ; membre suppléante de la commission des budgets

Quelques données biographiques :

Conseillère municipale de Strasbourg (depuis 1983). Maire de Strasbourg et présidente de la communauté urbaine de Strasbourg (1989-1997 et 2000-2001). Vice-présidente de la communauté urbaine de Strasbourg (depuis 2008).

Députée du Bas-Rhin (1986-1988). Réélue députée sans exercer le mandat (1997).

Secrétaire d'Etat aux personnes âgées et handicapées (1988).

Présidente de la Mission de lutte contre la toxicomanie (1988-1989). Ministre de la culture et de la communication (1997-2000).

Députée au Parlement européen (1989-1997 et depuis 2004). Présidente de la délégation socialiste française (depuis 2009).

Présidente du port autonome de Strasbourg (depuis 2008).

Chevalier de la Légion d'honneur. Commandeur des Arts et des Lettres. Docteur honoris causa de l'université de Leicester.

Maîtrise de théologie protestante (1975). Théologienne, spécialité histoire des religions.

Membre du conseil national du Parti socialiste (PS).

Membre du PSE (depuis 2008).

En parallèle de ces questions d'investissement, Madame Trautmann a annoncé l'intention de la Commission de proposer de nouvelles initiatives législatives sous peu, visant à achever le "marché unique numérique". Ces mesures semblent devoir porter sur l'objectif "Roaming 0" à horizon 2015. Même si l'objectif semble louable, cette initiative ne sera pas nécessairement une solution miracle pour le marché unique numérique. Catherine Trautmann a estimé que la Commission européenne devrait accorder une aussi grande importance à la mise en œuvre de ses initiatives qu'aux objectifs ambitieux qu'elle se fixe afin d'avoir de réels résultats.

➤ ENERGIE

L'énergie est l'un des secteurs structurants de notre espace économique commun. Or actuellement c'est plutôt un panachage de réponses, dans lequel chaque Etat peut y trouver son compte, qui prime. Le patchwork qui en résulte ne fait pas une politique énergétique. Or l'Europe est forte lorsqu'elle agit de façon unie. C'est dans un esprit solidaire, de mutualisation, qu'il est nécessaire d'avancer selon Madame Trautmann.

L'absence de réelle politique énergétique, au niveau des grands choix structurants, a des effets néfastes en interne, notamment l'instabilité des prix. Elle a aussi des effets négatifs en externe, en particulier l'incapacité de peser face aux grands joueurs sur la scène internationale qu'il s'agisse de la Russie sur le gaz, ou de la Chine sur les panneaux photovoltaïques.

Dans l'objectif d'atteindre une meilleure coordination au plan européen, Catherine Trautmann avance la proposition d'inclure les questions énergétique dans le cadre du « semestre européen ». Cela permettrait aux Etats membres d'assurer leurs priorités tout en veillant à que leur "trajectoire énergétique" soit également conforme aux objectifs communs.

Elle estime également qu'il est essentiel de se doter d'une stratégie pour le secteur énergétique à plus long terme, à horizon 2030.

Elle a par ailleurs évoqué les thématiques liées à l'énergie nucléaire et ses avantages, tels que la fiabilité et les prix abordables, ainsi que la nécessité d'une position européenne sur le gaz de schiste.

➤ TRANSPORTS

Sur les investissements, on peut noter un décalage entre ce qui est fait dans les projets pilotes des *project bonds*, et ce qui est prévu dans les guidelines transport du MIE: dans le premier cas c'est une logique purement financière qui prime, et donc les projets les plus facilement ficelés sont des routes, même si ça n'est pas complètement en ligne avec les objectifs de l'Union qui sont davantage reflétés dans les futurs financements CEF.

Catherine Trautmann a notamment fait le point sur l'actuelle réforme du rail avec le vaste Quatrième paquet ferroviaire, qui est en cours de travaux au Parlement européen. Elle a estimé que les arguments défendus par Gilles Savary (ancien Vice-président de la commission des transports du PE) restent d'actualité et adhère à son approche en faveur de l'économie ferroviaire.

Elle s'est notamment prononcée en soutien du projet JTI "Shift2Rail".

Si l'UE est sérieuse en misant sur le rail dans sa politique de transport, il faut que ce pari soit gagnant-gagnant: pour les usagers européens, mais aussi pour les fournisseurs européens de matériel roulant et d'infrastructure ferroviaire, dans un contexte de concurrence internationale accrue et d'efforts asiatiques en R&D fortement accrus dans ce secteur.

ECHANGES AVEC LES MEMBRES

Les membres du Cercle se sont alignés à la conviction de Madame Trautmann sur la nécessité d'unicité dans la réponse de l'UE face aux défis actuels, notamment en ce qui concerne la compétitivité de l'Europe par rapport aux pays tiers. L'exemple des panneaux solaires chinois, qui revient souvent dans les débats du Cercle, a été soulevé à cette occasion.

Cercle des Réseaux Européens

Les discussions ont également porté sur les difficultés du déploiement de la fibre optique en France et la nécessité d'établir un bilan sur le paquet « Télécoms » en incluant la dimension transnationale.

Les membres du Cercle ont par ailleurs appelé à redynamiser la législation européenne en s'assurant de sa logique industrielle. Catherine Trautmann s'est par ailleurs félicitée des avancements sur l'initiative de la Commission européenne liée à la clause de réciprocité dans la politique commerciale de l'UE.

Les débats se sont conclus avec un échange de réflexions sur l'influence française à Bruxelles et en particulier au Parlement européen.

Madame Trautmann s'est montrée très à l'écoute des membres du Cercle par rapport à leurs enjeux européens et les a encouragés à contacter les députés européens pour les sensibiliser sur leurs dossiers le plus en amont possible. « Les députés français savent jouer français ! »